



Commercial papers / Titres négociables à court terme*

Not guaranteed programme / Programme non garanti

Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) (trade name/dénomination commerciale)

Information Memorandum / Documentation Financière

Name of the Programme / Nom du Programme:	SFIL, Commercial Papers / <i>SFIL, Titres négociables à court terme</i>
Name of the Issuer / Nom de l'Emetteur:	SFIL
Type of Programme / Type de Programme:	Commercial Papers / Titres négociables à court terme
Programme size / Plafond du Programme:	EUR 2,000,000,000 / EUR 2.000.000.000
Guarantor / Garant	None / Sans objet
Rating(s) of the Programme / Notation du Programme:	Rated by Standard and Poor's and by Moody's / Noté par Standard and Poor's et par Moody's
Arranger / Arrangeur:	SFIL
Issuing and Paying Agent / Agent Domiciliataire:	NATIXIS
Dealers / Agents Placeurs:	BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate And Investment Bank, Natixis, Société Générale, BRED, ING
Effective date of the Information Memorandum / Date d'effet de la Documentation Financière:	12 July 2016 / 12 Juillet 2016
Amendment to the Information Memorandum / Mise à jour par avenant de la Documentation Financière	None / Sans objet

* Denominated Commercial paper as defined in article 1 of the Decree N° 2016-707 dated 30 May 2016 / Dénommés titres négociables à court terme comme précisé à l'article 1 du Décret N° 2016-707 du 30 mai 2016

The Commercial Papers have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with / Etabli en application des Articles L.213-1-A to L.213-4-1 of
the French *Code Monétaire et Financier*

An original copy of this document is sent to / Un exemplaire du présent document est adressé à:

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

A l'attention du chef de service

TABLE OF CONTENTS / TABLE DES MATIERES

FRENCH SECTION

RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

- I DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION
- II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR
- III CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES
- IV INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

ANNEXES

- ANNEXE I *Notation du programme d'émission*
 - ANNEXE II *Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires*
Rapport annuel 2015
Rapport annuel 2014
 - ANNEXE III *Avenant date sous format électronique ou papier*
-

ENGLISH SECTION

- I DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME
- II DESCRIPTION OF THE ISSUER
- III CERTIFICATION OF INFORMATION
- IV INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

APPENDICES

- APPENDIX I *Rating of the issuing programme*
- APPENDIX II *Documents presented to the annual general assembly of shareholders*
2015 Financial Report
2014 Financial Report
- APPENDIX III *Dated amendment under electronic and paper form*

FRENCH SECTION

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION

Article D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

1.1 Nom du Programme : **SFIL, Titres négociables à court terme**

1.2 Type de programme : Programme de Titres négociables à court terme

1.3 Dénomination sociale de l'Emetteur : **SFIL**

1.4 Type d'émetteur : Etablissement de crédit.

1.5 Objet du Programme :

Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement de SFIL (l'"Emetteur") et de sa filiale, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de Titres négociables à court terme, conformément aux articles L.213-1-A à L.213-4-1 et D.213-1-A à D.213-14 du Code Monétaire et Financier et à toutes les réglementations postérieures.

1.6 Plafond du Programme (en Euro) :

L'encours maximal des Titres négociables à court terme émis aux termes du Programme s'élèvera à 2.000.000.000 d'euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée à la date d'émission.

1.7 Forme des titres :

Les Titres négociables à court terme sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.

1.8 Rémunération :

La rémunération des Titres négociables à court terme est libre.

Cependant, si l'Emetteur émet des Titres négociables à court terme dont la rémunération est liée à un indice, ou une clause d'indexation, l'Emetteur n'émettra que des Titres négociables à court terme dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire tel que, [cette liste n'étant pas limitative : l'Euribor, le Libor ou l'Eonia.

De telles formules de rémunération ne doivent pas résulter en remboursement du capital en dessous du pair.

L'émetteur ne peut pas émettre des Titres négociables à court terme avec paiements de capital qui peuvent potentiellement être variables.

Dans le cas d'une émission comportant une possibilité de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des Titres négociables à court terme seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de la prorogation ou du rachat.

1.9 Devises d'émission :

Les Titres négociables à court terme sont émis en Euros ou dans toute devise autorisée par la réglementation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D213-

6 du Code monétaire et financier. La Banque de France peut suspendre pour un délai qu'elle détermine des émissions de titres libellés dans une devise déterminée.

1.10 Maturité :

L'échéance des Titres négociables à court terme sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de Titres négociables à court terme ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).

Les Titres négociables à court terme peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.

Les Titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs possibilités de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et ou du détenteur).

Les Titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs possibilités de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et / ou du détenteur).

La faculté de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Titres négociables à court terme, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout Titres négociables à court terme assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes possibilités de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit Titres négociables à court terme.

1.11 Montant unitaire minimal des émissions :

Le montant unitaire minimal de chaque émission sera au moins égal à 200.000 euros ou, s'il s'agit d'une émission en devise étrangère, la contre-valeur de ce montant dans la devise concernée au moment de l'émission.

1.12 Dénomination minimale des titres de créances négociables :

En vertu de la réglementation (Article D.213-11 du Code monétaire et financier), le montant minimum légal des Titres négociables à court terme émis dans le cadre de ce programme est de 200 000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.

1.13 Rang :

Les Titres négociables à court terme constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Émetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations actuelles et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Émetteur.

1.14 Droit applicable :

Les Titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme seront régis par le droit français.

Tous les litiges auxquels l'émission des Titres négociables à court terme pourrait donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.

1.15 Admission des TCN sur un marché réglementé :

Oui.

L'ensemble, ou une partie seulement, des Titres négociables à court terme émis pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris, conformément à la Directive 2003/71/EC du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003. Il pourra être vérifié si une émission

de Titres négociables à court terme est admise à la négociation sur le site internet d'Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Système de règlement livraison d'émission :

Les Titres négociables à court terme seront émis en Euroclear France.

1.17 Notation du Programme :

Noté

Les liens vers les sites internet de Moody's et Standard & Poor's figurent ci-dessous et à l'Annexe II

Standard & Poor's

https://www.standardandpoors.com/en_EU/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/544204

Moody's Investors Services

<https://www.moodys.com/credit-ratings/Societe-de-Financement-Local-credit-rating-823291494>

1.18 Garantie :

Sans objet.

1.19 Agent Domiciliataire :

L'Émetteur a désigné NATIXIS en qualité d' « Agent Domiciliataire » pour le Programme.

1.20 Arrangeur :

SFIL

1.21 Mode de placement envisagé:

Les Titres négociables à court terme seront placés par BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Natixis, BRED, ING et Société Générale.

L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.

1.22 Restrictions à la vente :

Restrictions générales

L'Emetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial ou détenteur subséquent de Titres négociables à court terme émis dans le cadre du Programme ne prendra aucune mesure aux fins de permettre une offre au public des Titres négociables à court terme, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Titres négociables à court terme dans un pays ou territoire où la distribution de tels documents est contraire aux lois et règlements en vigueur et n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les Titres négociables à court terme, dans un pays ou territoire où ce type de mesure est contraire aux lois et règlements en vigueur.

L'Emetteur, chaque Agent Placeur et chaque souscripteur initial a garanti, et chaque détenteur subséquent de Titres négociables à court terme sera réputé l'avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Titres négociables à court terme, respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il offre ou vend les Titres négociables à court terme ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard des lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il fera une telle offre ou vente. Ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Titres négociables à court terme n'encourent de responsabilité à ce titre.

France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de Titres négociables à court terme sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition des Titres négociables à court terme respecter les lois et règlements en vigueur en France relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et la revente des Titres négociables à court terme ou à la distribution en France des documents y afférant.

Pour le détail des autres restrictions de vente, veuillez-vous référer au Chapter I, paragraph 1.22 *Selling Restrictions English section* (chapitre I chapitre 1.22 de la section en anglais).

1.23 Taxation :

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de Titres négociables à court terme en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre des Titres négociables à court terme, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

1.24 Implication d'autorités nationales :

Banque de France

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme :

La personne assumant la mise en œuvre du Programme de Titres négociables à court terme est :

Gonzague Veillas
Responsable Financement et Trésorerie
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.(0)1.30.13.39.09
Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

La personne assumant la mise à jour du programme de Titres négociables à court terme est :

Pôle marchés Direction Juridique
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.(0)1.73.28.86.91/+ 33.(0)1.73.28.89.77
Adresse courriel : DJMF@SFIL.FR

1.26 Informations complémentaires relatives au Programme :

Optionnel[†].

1.27 Langue de la documentation financière :

L'anglais est la langue de référence faisant foi. Un résumé a été établi en français sous la responsabilité de l'émetteur conformément à l'article 9 de l'Arrêté du 30 mai 2016.

[†] Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code Monétaire et Financier et Art. 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures.

2.1 Dénomination sociale SFIL de l'Emetteur :

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents :

SFIL est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français, régie par les dispositions du Code de commerce, du Code Monétaire et Financier et de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

Toute réclamation à l'encontre de l'Emetteur au titre de ses activités pourra être portée devant les tribunaux compétents situés dans le département des Hauts-de-Seine.

2.3 Date de constitution :

La société a été créée le 29 décembre 1999 pour une durée de 99 ans.

2.4 Siège social :

SFIL,
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux, France
Téléphone : +33 (1) 73 28 90 90

2.5 Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés :

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 428 782 585.

2.6 Objet social résumé :

SFIL est un établissement de crédit, agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel qui a pour objet d'effectuer à titre habituel toutes opérations de banque, au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et ce, en relation avec des opérations de crédit au secteur public local en France.

Pour réaliser cet objet, la société pourra, dans le cadre des conditions définies par la réglementation bancaire et financière en vigueur, se procurer toutes ressources adaptées.

2.7 Renseignements relatifs à l'activité de l'Emetteur

SFIL assure le rôle d'établissement gestionnaire de l'activité de sa filiale, la Caisse Française de Financement Local, tel que défini par la réglementation applicable aux sociétés de crédit foncier.

SFIL fournit par ailleurs des prestations de services pour La Banque Postale et la co-entreprise La Banque Postale Collectivités Locales.

L'État français a annoncé début 2015 avoir pris la décision de créer un nouveau dispositif public de financement des grands contrats à l'exportation, qu'il a choisi de confier à SFIL. La Commission européenne a donné son autorisation en mai 2015. Pour cette nouvelle mission, SFIL a engagé

courant 2015 une étroite collaboration avec tous les acteurs du financement export, au premier rang desquels Coface, compagnie d'assurance spécialisée dans l'assurance, pour le compte de l'État, des financements accordés par les banques aux acheteurs étrangers d'exportations françaises. La seconde partie de l'année 2015 a été consacrée à la mise en place du dispositif et à la signature notamment de 12 accords de partenariat avec des banques actives sur le marché du financement export.

Le dispositif permet aux exportateurs et aux banques prêteuses de profiter des capacités de la Caisse Française de Financement Local à lever des financements de marché à des conditions qui sont celles des meilleurs émetteurs français de covered bonds et dans des volumes adaptés au financement des crédits export de montants élevés. Les importateurs peuvent ainsi bénéficier, pour des achats allant jusqu'à plusieurs milliards d'euros sur des durées de 10 ans, 20 ans et plus, de conditions financières compétitives. SFIL interviendra sur des contrats de plus de EUR 70 millions, les plus petits contrats étant du ressort de Bpifrance. Les premières interventions de SFIL dans des transactions sont en cours de négociation, les premiers contrats devant être conclus à partir du printemps 2016.

Les renseignements concernant l'activité de SFIL en 2015 sont disponibles au sein du Rapport financier 2015 de SFIL aux pages 7 à 12 et aux pages 55 à 86.

2.8 Capital :

2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré :

Le capital social de SFIL s'élève à EUR 130 000 150 ; il est divisé en 9 285 725 actions de 14 euros de valeur nominale. Les actions sont réparties en deux catégories :
--7 428 580 actions ordinaires et ;
--1 857 145 actions de préférence émises conformément aux dispositions de l'article L.228-11 du Code de commerce et comportant les droits et obligations définis dans les statuts.

2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré :

Non applicable

2.9 Répartition du capital :

A la date de présentes, le capital social de SFIL est détenu à :
--75 % par l'État français, via l'Agence des Participations de l'État, soit 6 964 293 actions ordinaires ;
--20 % par la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 1 857 145 actions de préférence ;
--5 % par La Banque Postale, soit 464 287 actions ordinaires.

2.10 Marchés réglementés où les actions et titres de créance de l'Emetteur sont négociés:

Les actions de SFIL ne sont pas cotées.

2.11 Composition de la Direction :

La gestion et la direction de la SFIL est assurée par :

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier, Directeur Général Adjoint

Le Conseil d'Administration dont la composition est la suivante :

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Serge Bayard
Catherine Boyaval

Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Patrick Galland
Frederic Guillemin
Catherine (Cathy) Kopp
Chantal Lory
Jérôme Reboul
Françoise de Panafieu
Antoine Saintoyant
Pierre Sorbets

2.12 Normes comptables utilisées pour les données consolidées :

Les comptes consolidés de SFIL ont été établis suivant les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la clôture des comptes.

Les comptes consolidés sont établis en millions d'euros (EUR) sauf indications contraires. Ces comptes sont établis conformément à la recommandation 2009 R04 du CNC publiée le 2 juillet 2009.

2.13 Exercice comptable :

1^{er} Janvier – 31 décembre.

Date de tenue de l'assemblée générale annuelle ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé (ou son équivalent)

2.13.1

26 mai 2016

2.14 Exercice fiscal: 1^{er} Janvier – 31 décembre.

2.15 Commissaires aux Comptes de l'Emetteur ayant audité les comptes annuels de l'Emetteur :

2.15.1 Commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires :

MAZARS

Exaltis - 61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex
92524 Neuilly-sur-Seine.

représenté par

Virginie Chauvin, Associée
Anne Veaute, Associée

DELOITTE & ASSOCIES

185, Avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine

représenté par

José-Luis Garcia, Associé
Charlotte Vandeputte, Associée

Commissaires aux comptes suppléants :

Franck Boyer, Associé

BEAS

2.15.2 Rapports des commissaires aux comptes

Les comptes annuels de l'exercice 2014 de SFIL (ex Société de Financement Local) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 3 avril 2015.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 figure en page 105 du Rapport Financier 2014 de SFIL.

Les comptes consolidés de l'exercice 2014 de SFIL (ex Société de Financement Local) ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 3 avril 2015.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 figure en page 84 du Rapport Financier 2014 de SFIL.

Les comptes annuels de l'exercice 2015 de SFIL ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 30 mars 2016.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015 figure en page 108 du Rapport Financier 2015 de SFIL.

Les comptes consolidés de l'exercice 2015 de SFIL ont fait l'objet d'une certification par les commissaires aux comptes en date du 30 mars 2016.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015 figure en page 87 du Rapport Financier 2015 de SFIL.

2.16 Autres programmes de l'Emetteur de même nature à l'étranger :

Non applicable

2.17 Notations de l'Emetteur :

Noté.

L'Emetteur est noté par les agences de notation suivantes : Moody's, Standard & Poor's et Fitch .

2.18 Informations complémentaires sur l'Emetteur :

Au 31 décembre 2015, le nombre d'emprunteurs en contentieux s'élève à 131 contre 210 au 31 décembre 2014. Un nombre limité de litiges (huit litiges) a fait l'objet de décisions au fond depuis 2013. L'entrée en vigueur, le 30 juillet 2014, de la loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public, a neutralisé les risques de condamnation résultant de motifs liés au TEG pour les contrats de prêts structurés (en particulier l'absence formelle du TEG dans la télécopie précédant le contrat), motifs qui avaient conduit au jugement du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Nanterre du 8 février 2013 concernant les prêts accordés au Conseil Général de Seine-Saint-Denis.

En 2015, trois jugements de première instance ont été rendus par le TGI de Nanterre. Seul un jugement a donné lieu à une condamnation solidaire à l'encontre de Dexia Crédit Local et de la Caisse Française de Financement Local à raison de manquements de Dexia Crédit Local à son devoir d'information et de mise en garde à l'occasion de la commercialisation d'un emprunt en 2007, tout

en condamnant cet emprunteur à rembourser à la Caisse Française de Financement Local l'intégralité des sommes impayées. Au 31 décembre 2015, l'ensemble de ces jugements est en cours d'appel devant la Cour d'appel de Versailles, à l'exclusion des litiges pour lesquels une solution transactionnelle a été trouvée. À cette même date, 88 emprunteurs en contentieux avaient signé un protocole transactionnel avec SFIL/CAFFIL et Dexia Crédit Local mettant ainsi un terme à leur procédure judiciaire et ce, dans le cadre des fonds de soutien mis en place par l'État afin d'apporter une solution à la question des emprunts structurés les plus sensibles contractés par les collectivités locales et les établissements publics de santé.

Afin d'apporter une solution pérenne et globale à la question des emprunts structurés les plus sensibles contractés par les collectivités locales, le gouvernement français, conformément aux engagements pris dans ses communications du 18 juin et du 16 juillet 2013, avait mis en place en 2014 un dispositif qui a été étendu début 2015 à la suite de la forte appréciation du franc suisse :

--le fonds de soutien pluriannuel doté initialement de EUR 1,5 milliard en 2014, a été doublé à EUR 3 milliards par décision du gouvernement en date du 24 février 2015 ;

--le dispositif analogue qui avait été mis en place pour les établissements publics de santé avec un fonds d'une capacité d'intervention initiale de EUR 100 millions en 2014, a été quadruplé à EUR 400 millions par décision du gouvernement en date du 24 février 2015. Ce renforcement des fonds de soutien vise à couvrir le surcoût lié à l'appréciation du franc suisse afin que les indemnités de sortie des prêts restant à la charge des clients concernés, après aide des fonds, ne soient pas supérieures à ce qu'elles auraient été avant la décision de la Banque nationale suisse d'abandonner le cours plancher sur la parité EUR/CHF.

SFIL, via sa filiale CAFFIL, a comptabilisé en 2015 une charge à payer de EUR 20 millions au titre de sa contribution complémentaire au fonds de soutien aux établissements publics de santé

L'année 2015 s'est caractérisée par :

- L'accélération du nombre d'opérations traitées par rapport à 2014 : 250 opérations de désensibilisation en 2015, contre 158 en 2014.
- EUR 1,7 milliard de volume de prêts désensibilisés en 2015 contre EUR 1,2 milliard en 2014. En fin d'année, le stock initial des prêts structurés sensibles a été réduit de 46 %, passant de EUR 8,5 milliards à EUR 4,6 milliards.
- Une réduction significative du nombre d'assignments. Au 31 décembre 2015, il restait 131 clients ayant assigné un ou des contrats de prêts structurés CAFFIL. Ainsi, depuis la création de SFIL, un accord amiable a été trouvé avec 92 emprunteurs.

III. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code Monétaire et Financier et les réglementations postérieures.

3.1 Personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres négociables à court terme

François LAUGIER
Directeur Général Adjoint

3.2 Déclaration de la personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres négociables à court terme

« À ma connaissance, les données de la documentation financière sont exactes, précises et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur »

3.3 Date, Lieu et Signature

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 12 juillet 2016



Nom: François LAUGIER
Titre : Directeur Général Adjoint

IV. INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

Merci de vous référer au Chapter V, English section (chapitre V de la section en anglais).

Annexes

Annexe I Notation du programme d'émission

Standard & Poor's

La notation du programme par Standard & Poor's peut être vérifiée à l'adresse suivante :

https://www.standardandpoors.com/en_EU/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/544204

Moody's

La notation du programme par Moody's peut être vérifiée à l'adresse suivante

<https://www.moodys.com/credit-ratings/Societe-de-Financement-Local-credit-rating-823291494>

Annexe II Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires

Rapport Financier 2015 SFIL : <http://sfil.fr/infos-financieres/publications/>

Rapport Financier 2014 SFIL : <http://sfil.fr/infos-financieres/publications/>

Annexe III Avenant daté sous format électronique et papier

Sans objet

ENGLISH SECTION

I. DESCRIPTION OF THE *ISSUANCE PROGRAMME*

Articles D. 213-9, 1° and D. 213-11 of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 6 of the Order (*Arrêté*) of 30 May 2016 and subsequent regulations

1.1 Name of the Programme: **SFIL, Commercial papers**

1.2 Type of programme:

Programme of Commercial papers

1.3 Name of the Issuer: **SFIL**

1.4 Type of issuer: Monetary Financial Institution (credit institution)

1.5 Purpose of the Programme:

In order to meet the general funding needs of SFIL (the "Issuer") and its subsidiary, the Issuer will issue from time to time Commercial papers, in accordance with Articles L.213-1-A to L.213-4-1 and D.213-1-A to D.213-14 of the French *Code Monétaire et Financier* and all subsequent regulations.

1.6 Programme size (in Euro) :

The maximum outstanding amount of Commercial papers issued under the Programme shall be Euro 2,000,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.

1.7 Form of the Notes:

The Commercial papers are Negotiable Debt Securities (*TCNs* or *Titres de Créances Négociables*) issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book entry system) in accordance with French laws and regulations.

1.8 Yield basis:

The remuneration of the Commercial papers is unrestricted.

However, if the Issuer issues Commercial papers with remuneration linked to an index, or an index clause, the Issuer shall only issue Commercial papers with remuneration linked to usual money market indexes, such as but not restricted to: Euribor, Libor or EONIA.

Such remuneration formulas shall not result in redemption below par.

The Issuer may not issue Commercial papers with potentially variable principal payments.

In the case of an issue of Commercial papers embedding a possibility of early redemption, extension or repurchase, the conditions of remuneration of such Commercial papers will be set out when the said *Commercial papers* will be initially issued and shall not be further modified, including when such extension or repurchase will be exercised.

1.9 Currencies of issue of the Notes:

The *Commercial papers* are issued in Euro or in any other currency authorized by laws and regulations in force in France at the time of the issue in accordance with Article D213-6 of the French *Code Monétaire et Financier*. Although, the *Banque de France* may suspend specific foreign currency issuances during a period to be determined by it.

1.10 Maturity of the Notes

The term (maturity date) of the Commercial papers shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the Commercial papers shall not be longer than one year (365 days or 366 days in a leap year), from the issue date.

The Commercial papers may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.

The Commercial papers issued under the Programme may carry one or more embedded possibility(ies) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The Commercial papers issued under the Programme may also carry one or more embedded possibility(ies) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

A possibility of early redemption, extension or repurchase of Commercial papers, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of Commercial papers.

In any case, the overall maturity of any Commercial paper embedded with one or several of such clauses, shall always - all possibilities of early redemption, extension or repurchase included - conforms to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

1.11 Minimum issuance amount:

The *Commercial papers* shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies at the date of issue.

1.12 Minimum denomination of the Notes:

In accordance with Article D.213-11 of the French *Code Monétaire et Financier*, the minimum legal denomination of the Notes issued under this Programme is Euro 200,000 or its equivalent value at the date of issue in other currencies.

1.13 Status of the Notes:

The Commercial papers shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

1.14 Governing law that applies to the Notes:

The Commercial papers under the Programme shall be governed by and construed in accordance with French law.

All potential disputes related to the issuance of the Commercial papers shall be governed and construed according to French Law.

1.15 Listing of the Notes/Admission to trading on a regulated market :

Yes

All, or part only, of the Commercial papers issued under the Programme may be admitted to trading on Euronext Paris in accordance with Directive 2003/71/EC of the European Parliament and of the Council dated 4 november 2003. You can verify whether an issue of Commercial papers is admitted to trading on Euronext Paris on the website of Euronext Paris (<https://www.euronext.com/>).

1.16 Settlement system:

The Commercial papers will be issued in Euroclear France.

1.17 Ratings of the Programme:

Rated

The links to the websites of the rating agencies are listed in Appendix II and below:

Standard & Poor's

https://www.standardandpoors.com/en_EU/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/544204

Moody's

<https://www.moodys.com/credit-ratings/Societe-de-Financement-Local-credit-rating-823291494>

1.18 Guarantor:

None

1.19 Issuing and Paying Agent:

The Issuer has appointed NATIXIS as its Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*) in relation to the Programme.

1.20 Arranger:

SFIL

1.21 Placement method :

The Commercial papers will be placed by BNP PARIBAS, CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK, NATIXIS, BRED, ING and SOCIETE GENERALE.

The Issuer may however elect to replace the Dealers or appoint other Dealers; an updated list of such Dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

1.22 Selling Restrictions:

General selling restrictions

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber or any further holder of the Commercial papers issued under the Programme shall not take any action that would allow a public offering of the Commercial papers or the possession or distribution of the Information Memorandum or any other document relating to the Commercial papers in any jurisdiction where it is unlawful for such documents to be distributed and shall not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, the Commercial papers in any jurisdiction where such action is unlawful.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has agreed, and any further holder of the Commercial papers will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the Commercial papers, to comply with all applicable laws and regulations in force in the jurisdiction in which it offers or sells the Commercial papers or hold or distribute the Information Memorandum and to obtain any consent, approval or permission required for the offer or sale by it of Commercial papers under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any subscriber nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore or in respect thereof.

France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the Commercial papers will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the Commercial papers, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the Commercial papers or the distribution of documents with respect thereto, in France.

United States

The Commercial papers have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the Commercial papers has represented and agreed, that it has not offered, sold, or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any Commercial papers within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person (i) as part of their distribution at any time and (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such Commercial papers are offered and (z) the issue date of such Commercial papers (the "Distribution Compliance Period"). In addition, until 40 days after the commencement of the offering of the Commercial papers, an offer or sale of Commercial papers within the United States by an initial subscriber or any further holder of the Commercial papers, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

Any initial subscriber, any Dealer and any further holder of the Commercial papers has also agreed that it will send to each distributor, initial subscriber or person to which it sells Commercial papers during the 40-day period (as referred to here-above) a notice setting out the selling and offering restrictions of the Commercial papers in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The Commercial papers will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

1.23 Taxation:

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the Commercial papers in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on, the Commercial papers, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

1.24 Involvement of national authorities:

Banque de France

1.25 Contact details of the person in charge of the Programme:

The person in charge of the Programme :

Gonzague Veillas
Head of Funding and Treasury
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne
92130 Issy les Moulineaux - France
Tél : + 33.1.30.13.39.09
Adresse courriel : gonzague.veillas@sfil.fr

The person in charge of the update of the Programme is :

Capital Market- Legal Department
SFIL
1-3 rue du passeur de Boulogne

92130 Issy les Moulineaux – France
Tél : + 33.1.73.28.86.91/+ 33.1.73.28.89.77
Adresse courriel : DJMF@SFIL.FR

1.26 Additional information on the Programme:

Optional³

1.27 Language of the information memorandum

The English language shall prevail. A summary has been established in French on the sole responsibility of the issuer in respect of the French Law : Article 9 de l'Arrêté of May the 30th of 2016.

II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, 2° of the French *Code Monétaire et Financier* and Article 7, 3° of the Order (Arrêté) of 30 May 2016 and subsequent regulations.

2.1 Legal name: SFIL

2.2 Legal form, applicable law and jurisdiction:

SFIL is a limited liability company (*société anonyme*) with a Board of Directors, as governed by the French *de Commerce*, the French *Code Monétaire et Financier* and the French law n° 83-675 dated July 26, 1983 (*démocratisation du secteur public*).

Any action against the Issuer may be brought before any competent court in the department of Hauts-de-Seine.

2.3 Date of incorporation:

The company was incorporated on December 29, 1999 for a term of 99 years.

2.4 Registered office:

SFIL
1-3, rue du Passeur de Boulogne
92130 Issy-les-Moulineaux, France
Phone : +33 (1) 73 28 90 90

2.5 Registration number:

The company is registered in the *Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre* with Registration Number 428 782 585

2.6 Issuer's mission summary:

The company is a credit establishment, licensed by the *Autorité de Contrôle Prudentiel* and which purpose is to perform, on a regular basis, any banking operations within the meaning of article L-311-1

³ Optional : not required by French regulation

of the French *Code Monétaire et Financier*, and this in connection with the granting of credits to the French local public sector.

In order to reach its purpose, the company will be able, within the framework of conditions laid out by the current French banking and financial regulation, to procure all adequate resources.

2.7 Brief description of current activities:

SFIL assumes the role of managing entity to its subsidiary company, Caisse française de financement local, as such role is defined by the regulation applicable to sociétés de crédit foncier.

Moreover, SFIL acts as service provider to Banque Postale and its joint venture La Banque Postale Collectivités Locales.

At the beginning of 2015, the French State announced that it had decided to create a new public finance tool for export contracts and that it had chosen to entrust this activity to SFIL. The European commission approved this new arrangement in May 2015. For this new mission, SFIL developed close ties during 2015 with all the players involved in export financing, primarily Coface, an insurance company specialized in the coverage, on behalf of the French State, of financing granted by banks to foreign buyers of French exports. The second half of 2015 was spent designing the structure and, in particular, to the negotiation of 12 partnership agreements with banks active in the export financing market.

This organization enables exporters and lending banks to benefit from the capacities of Caisse Française de Financement Local to raise funds in the market under conditions similar to those of the best French issuers of covered bonds and in volumes adapted to export credit financing with significant amounts. Importers may also benefit from competitive financial conditions for purchases up to several billion euros for maturities of 10 years, 20 years or more. SFIL will intervene on contracts of more than EUR 70 million, and Bpifrance will handle smaller contracts. SFIL's first interventions in this field are currently being negotiated. The first contracts are expected to be signed starting spring 2016.

Detailed information about the Issuer's business activity can be found on pages 7 to 12 and pages 55 to 86 of the 2015 Financial Report of SFIL.

2.8 Capital :

2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:

As at the date hereof, SFIL's issued share capital amounts to 130,000,150 euros divided into 9 285 725 shares of 14 euros of nominal value.

The shares are divided into two categories:

- 7 428 580 ordinary shares, and
- 1 857 145 preference shares issued pursuant to the provisions of Articles L. 228-11 of the French Code de Commerce whose rights and obligations are set out in the Articles of Association of SFIL

2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid-up

Not applicable

2.9 List of main shareholders:

As at the date hereof, the shareholders of SFIL are:

- The French Government, through the Agence des Participations de l'Etat, up to 75%, i.e. 6 964 293 ordinary shares,
- Caisse des Dépôts et Consignations, up to 20%, i.e. 1 857 145 preference shares, and
- La Banque Postale, up to 5%, i.e. 464 287 ordinary shares.

2.10 Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed:

The shares of SFIL are not listed on any Stock Exchange.

2. 11 Composition of governing bodies and supervisory bodies

SFIL is managed by

Philippe Mills, Président Directeur Général
François Laugier, Directeur Général Adjoint

The following Board of Directors:

Philippe Mills, Président Directeur Général
Jean-Pierre Balligand
Serge Bayard
Catherine Boyaval
Pascal Cardineaud
Delphine de Chaisemartin
Lorraine Coudel
Patrick Galland
Frederic Guillemin
Catherine (Cathy) Kopp
Chantal Lory
Jérôme Reboul
Françoise de Panafieu
Antoine Saintoyant
Pierre Sorbets

2.12 Accounting method for consolidated accounts:

SFIL's consolidated financial statements have been prepared in accordance with all IFRS regulations published and endorsed by the EU up to the accounts closing.

The consolidated financial statements are stated in millions of euros (EUR) unless otherwise specified. They are compliant with CNC Recommendation 2009 R04 published on July 2, 2009.

2.13 Accounting year:

Starting on 1 January, ending on 31 December.

2.13.1 Date of the annual shareholders meeting which has approved the accounts of the previous year

26 May 2016

2.14 Fiscal year:

Starting on 1 January, ending on 31 December.

2.15 Independent auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual Accounts

2.15.1 Independent auditors

Statutory Auditors

MAZARS

Immeuble Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex
represented by :
Virginie Chauvin, Partner
and Anne Veaute, Partner

DELOITTE & ASSOCIES

185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine
represented by : Jose-Luis Garcia, Partner
and Charlotte Vandeputte, Partner

Substitute Statutory Auditors

Franck Boyer, Partner

BEAS

represented by: Mireille Berthelot, Partner

2.15.2 Independent auditors report

The 2014 financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 financial statements can be found on page 102 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2014 consolidated financial statements of SFIL (ex Société de Financement Local) have been certified by the statutory auditors on 3 April 2015.

The report of the statutory auditors on the 2014 consolidated financial statements can be found on page 83 of the 2014 Financial Report of SFIL.

The 2015 financial statements of SFIL have been certified by the statutory auditors on 30 March 2016.

The report of the statutory auditors on the 2015 financial statements can be found on page 108 of the 2015 Financial Report of SFIL.

The 2015 consolidated financial statements of SFIL have been certified by the statutory auditors on 30 March 2016.

The report of the statutory auditors on the 2015 consolidated financial statements can be found on page 87 of the 2015 Financial Report of SFIL.

2.16 Other short term programmes of the Issuer:

Not applicable.

2.17 Ratings of the Issuer

Rated

The Issuer is rated by the following rating agencies: Moody's Standard & Poor's and Fitch.

2.18 Additional information on the Issuer

At the end of December 2015, the number of borrowers who had undertaken legal proceedings totaled 131 versus 210 at the end of 2014. A limited number of legal proceedings (eight lawsuits) has been decided with regard to the core issues since the beginning of 2013.

When the law relating to the securitization of structured loan agreements subscribed by public entities took effect on July 30, 2014, the legal risk was neutralized as a result of reasons linked to the annual rate of charge for structured loan agreements (in particular the formal absence of this rate in the fax preceding the agreement). These reasons had led to the legal decision handed down by the Tribunal de Grande Instance de Nanterre on February 8, 2013, concerning the loans to the General Council of Seine-Saint-Denis.

In 2015, three decisions were handed down by the Tribunal de Grande Instance de Nanterre after a first hearing. A single decision gave rise to a solidary condemnation of Dexia Credit Local and CAFFIL by reason of the failure of Dexia Credit Local to inform and warn customers when the loan was marketed in 2007, while condemning the borrower to repay CAFFIL the total sum due.

In order to find a permanent and comprehensive solution

for the problem of the most sensitive structured loans contracted by local governments, and in compliance with its public announcements dated June 18, and July 16, 2013, the French government took the following measures in 2014 which were broadened at the beginning of 2015 subsequent to the considerable appreciation of the Swiss franc:

- the multi-year support fund initially endowed with EUR 1.5 billion was raised to EUR 3 billion by the government on February 24, 2015;
- a similar structure which had been set up for public healthcare facilities through the endowment of a fund with a total intervention capacity of EUR 100 million in 2014 was multiplied by four to EUR 400 million by the government on February 24, 2015.

This reinforcement of the support funds aims to cover the excessive cost linked to the appreciation of the Swiss franc so that the early reimbursement penalties for which the concerned borrowers were still responsible would not be greater, after assistance from the funds, than they would have been before the decision of the Swiss National Bank in January 2015 to put an end to the EUR/CHF floor exchange rate

In order to find a permanent and comprehensive solution

for the problem of the most sensitive structured loans contracted by local governments, and in compliance with its public announcements dated June 18, and July 16, 2013, the French government took the following measures in 2014 which were broadened at the beginning of 2015 subsequent to the considerable appreciation of the Swiss franc:

- the multi-year support fund initially endowed with EUR 1.5 billion was raised to EUR 3 billion by the government on February 24, 2015;
- a similar structure which had been set up for public healthcare facilities through the endowment of a fund with a total intervention capacity of EUR 100 million in 2014 was multiplied by four to EUR 400 million by the government on February 24, 2015.

This reinforcement of the support funds aims to cover the excessive cost linked to the appreciation of the Swiss franc so that the early reimbursement penalties for which the concerned borrowers were still responsible would not be greater, after assistance from the funds, than they would have been before the decision of the Swiss National Bank in January 2015 to put an end to the EUR/CHF floor exchange rate

As of December 31, 2015, all these decisions were being appealed in the Cour d'appel de Versailles, except for disputed issues for which a financial transaction was found. As of the same date, 88 borrowers in litigation had signed a financial agreement with SFIL/CAFFIL and Dexia Credit Local to settle the issue and put an end to legal proceedings, within the framework of the support funds set up by the State to find a solution to the problem of the most sensitive structured loans negotiated by local governments and public healthcare facilities.

The year 2015 was characterized by: • the acceleration of the number of operations processed in comparison with 2014: 250 operations to reduce loan sensitivity in 2015, versus 158 in 2014; • the volume of loans with reduced sensitivity stood at EUR 1.7 billion in 2015, compared with EUR 1.2 billion in 2014. At the end of the year, the initial inventory of sensitive structured loans was reduced by 46%, from EUR 8.5 billion to EUR 4.6 billion; • a significant reduction in the number of suits. As of December 31, 2015, there remained 131 customers who had brought suit against one or more structured loan agreements from CAFFIL. Thus, since the creation of SFIL, a negotiated settlement has been found with 92 borrowers.

III. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER

Article D. 213-9, 4° of the French *Code Monétaire et Financier* and subsequent regulations.

3.1 Person responsible for the Information Memorandum concerning the Commercial Papers :

François LAUGIER
Deputy Chief Executive Officer

3.2 Declaration of the person responsible for the Information Memorandum concerning the Commercial Papers :

To my knowledge, the information contained in this Information Memorandum, including the French summary, is accurate and precise and does not contain any omission likely to affect its import or any false or misleading representation.

3.3 Date, Place of signature and Signature:

Executed in Issy les Moulineaux, on 12 July 2016

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'F' and 'L' intertwined.

Name: François LAUGIER
Title: Deputy Chief Executive Officer

IV. INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

4.1 An application for a STEP label for this Programme will be made to the STEP Secretariat. Information as to whether the STEP label has been granted for this Programme may be made available on the STEP market website (initially www.stepmarket.org).

This website is not sponsored by the Issuer and the Issuer is not responsible for its content and availability.

Unless otherwise specified in this Information Memorandum, the expressions "STEP", "STEP Market Convention", "STEP label", "STEP Secretariat", and "STEP market website" shall have the meaning assigned to them in the Market Convention on Short-Term European Paper dated 25 October 2010 and adopted by the ACI – The Financial markets Association and the European Banking Federation (as amended from time to time).

APPENDICES

APPENDIX I Rating of the issuing programme

Standard & Poor's

Rating assigned by Standard & Poor's to this programme can be checked at the following internet address:

https://www.standardandpoors.com/en_EU/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/544204

Moody's Investors Services

Rating assigned by Moody's Investors Services to this programme can be checked at the following internet address:

<https://www.moody.com/credit-ratings/Societe-de-Financement-Local-credit-rating-823291494>

APPENDIX II Documents presented to the annual general assembly of shareholders

SFIL 2015 Financial Report: <http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/>

SFIL 2014 Financial Report: <http://sfil.fr/en/infos-financieres/publications/>

APPENDIX III Dated amendment under electronic and paper form

None